Document generated on 08/23/2024 5:26 p.m.

Québec français

L'argent qui mène, l'argent qui fuit : Le prix à payer, de Harold Crooks

David Rancourt

Number 175, 2015

URI: https://id.erudit.org/iderudit/81393ac

See table of contents

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)
1923-5119 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Rancourt, D. (2015). Review of [L'argent qui mène, l'argent qui fuit : Le prix à payer, de Harold Crooks]. *Québec français*, (175), 66–68.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'argent qui mène, l'argent qui fuit : *Le prix à payer*, de Harold Crooks

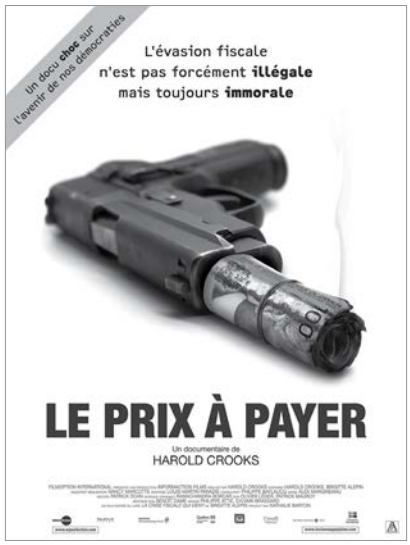
DAVID RANCOURT *

L'existence des paradis fiscaux est source d'indignation pour plusieurs d'entre nous. Conséquence logique : même si le sujet nous hérisse, ou justement pour cette raison, nous voulons en savoir plus, d'autant plus que, avouons-le, la moyenne des politiciens ne se fait pas l'écho des préoccupations citoyennes à ce propos. Heureusement pour nous est arrivé récemment sur nos écrans *Le prix à payer*, documentaire canadien réalisé par Harold Crooks. Un film didactique, dans le bon sens du terme, qui dresse un portrait précis et éclairé de la question.

ACCABLANT DIAGNOSTIC

Oliver Wendell Holmes, juriste américain, a eu au début du XX[e] siècle cette formule : « Les impôts sont le prix à payer pour vivre dans une société civilisée ». Le documentaire de Crooks montre bien comment l'oubli de ce principe engendre d'autres coûts, sociaux et financiers. On sait déjà que les mécanismes de la mondialisation, de la libre circulation des capitaux, donnent aux compagnies et aux individus fortunés diverses manières de payer le moins d'impôts possible. Mais le film nous raconte aussi comment cette situation s'est mise en place. Il explique de manière convaincante que si les entreprises paient moins, il faut bien que quelqu'un paie quand même : soit les citoyens assument une part de plus en plus grande des charges, ce qui produit des tensions sociales, soit les services donnés par l'État diminuent. En résumé, nous dit *Le prix à payer*, les paradis fiscaux sont des monstres légaux, mais immoraux, qui rompent le pacte social et détruisent les démocraties.

Ce documentaire contient un bon lot de têtes parlantes, c'est-à-dire de personnes en gros plan qui nous parlent (oui, c'est à nous que ces gens s'adressent, même s'ils dirigent leur regard juste un peu à côté de la caméra) : pas précisément un procédé cinématographique novateur, mais difficile de s'en passer quand on veut incarner le discours à l'écran. La brochette d'intervenants est impressionnante. Voilà qui pique la curiosité, car ils ne sont manifestement pas tous là pour abonder dans le même sens. Parmi eux, les Québécois Alain Deneault et Brigitte Alepin, l'économiste français très en vue Thomas Piketty, des journalistes d'enquête, des membres de la coalition Tax Justice Network, mais aussi un pasteur britannique, un pompier de Chicago, et des acteurs du monde des paradis fiscaux qui en sont plus ou moins sortis… ou pas sortis du tout, comme Stuart Fraser, membre éminent du système bancaire londonien.



Ce programme fait saliver : on croit qu'on verra un film coup-de-poing, où la confrontation épique des points de vue fera émerger la vérité. Et l'affiche du film n'est pas avare de superlatifs (« magistral », « incontournable », « admirable »). Le résultat n'est pas exactement si percutant. Quatre-vingt-dix minutes, c'est peu pour peindre une telle fresque contrastée. Il faut faire des choix.

UN VRAI LIVRE ; UN VRAI FILM ?

Le prix à payer s'inspire d'un livre, *La crise sociale qui vient* (de Brigitte Alepin), comme d'autres documentaires récents dérivés d'ouvrages à visée sociale critique : entre autres *L'industrie du ruban rose*, réalisé par Léa Pool et adoptant le titre même du livre de Samantha King, et *Survivre au progrès* de Harold Crooks lui-même, d'après un ouvrage de Ronald Wright. Le cinéma documentaire n'est-il donc qu'un livre en version allégée ? Peu importe, si ça donne des films solides, documentés, qui permettent aux spectateurs de se familiariser rapidement avec un sujet, spectateurs qui pourront en savoir plus s'ils dénichent le livre ensuite. Mais faisons une minute comme si nous n'étions pas d'accord avec la thèse du film ; n'est-ce pas un peu irritant qu'un documentaire ne fasse que rabâcher les conclusions d'un livre préexistant ? Cela va à l'encontre d'un certain idéal : faire un documentaire en partant avec notre caméra à la rencontre du monde, sans parti pris, sans thèse à défendre, puis tourner, tourner et tourner, pour fixer ensuite le sens de l'œuvre à l'étape du montage. Certes, cet idéal est coûteux, et ne fournit pas de garanties préalables aux producteurs quant à la nature du produit fini…

Concernant le film *Le prix à payer*, dire qu'il est trop simplifié serait aller un peu vite. Car tout de même, il contient beaucoup de « texte », peut-être même le maximum possible. Gare à celui qui a une absence et qui oublie un instant de lire les sous-titres ! Il y a un effort honnête d'aérer le contenu de temps en temps, quoique le film n'épouse évidemment pas toujours le rythme exact des hauts et des bas de notre attention. Ce problème ne se présenterait pas avec un livre, qu'on lit à notre rythme.

Les explications du film, on les trouvera donc trop simples ou pas assez, selon sa connaissance préalable du sujet. Mais il me semble que la plupart des spectateurs apprendront au moins un ou deux détails qu'ils ignoraient, ou trouveront intéressantes certaines idées, comme celle que la Cité de Londres est non seulement la plus importante place financière au monde, mais peut-être aussi le plus grand paradis fiscal ; qu'en cette ère de dématérialisation, les îles Caïmans pourraient à peu près disparaître de la surface du globe tout en demeurant un important paradis fiscal ; ou que si le FMI ou la Banque mondiale hésitent tant à parler des paradis fiscaux, c'est pour une raison très simple, apparentée à des conflits d'intérêts… Les motifs d'indignation éclatants qui nous sont donnés semblent irréfutables : des compagnies locales qui paient leurs impôts depuis des années sont mises en faillite par Amazon et compagnie, qui, elles, ne paient vraiment pas beaucoup d'impôt (elles en paient un peu, ce qui leur permet de servir à leurs contradicteurs, au besoin, un écran de fumée de chiffres).

FICTION DU DOCUMENTAIRE

Le prix à payer est un film documentaire, mais prétendre à son objectivité serait se mettre un doigt dans l'œil. Remarquons d'ailleurs que même dans le cinéma documentaire, le terme de *scénariste* est d'usage : le film est dit « coscénarisé » par Alepin et Crooks. (Le terme anglais, *co-writer*, n'a pas la même connotation.) D'accord, tous les bons documentaires ont un point de vue, et viser *davantage* de neutralité n'est pas un principe produisant des films plus valables, plus utiles ou plus digestes. Un bon documentaire peut être l'équivalent d'un bon éditorial ; et le concept de « documentaire d'auteur » n'est pas scandaleux.

Mais une chose est arrivée : pendant ce film, j'aurais eu envie d'entendre davantage d'arguments émanant de la bouche des pro-paradis fiscaux. Certes, la parole leur est donnée, mais leurs déclarations demeurent timides ou lacunaires. Je veux en savoir plus sur cet homme, au sourire en coin, s'exprimant dans un obscur colloque américain sympathique aux paradis fiscaux, cet homme donc qui affirme sur le ton de l'évidence, en riant presque, que l'évasion fiscale aide les plus démunis du monde. J'imagine que son argument est que cela stimule les affaires, donc aide à créer ou à maintenir des emplois, et qu'ainsi un peu de la richesse créée permet aux pauvres de survivre, mais je veux savoir quand même ce qu'il a à dire précisément. Si la suite de son discours n'a pas été retenue, est-ce parce que c'était monotone ou que ses arguments avaient une certaine force ? Je veux aussi entendre plus longtemps ce porte-parole – est-ce de Google ? – qui tient tant à remplacer le terme *évasion fiscale* par *optimisation fiscale*… Bref, si *Le prix à payer* a le mérite de manifester à découvert son parti pris, la timidité des arguments contraires à sa thèse laisse une impression de manque. Quand on veut se faire une idée personnelle sur un sujet controversé, le plus stimulant n'est-il pas de connaître les meilleurs arguments de toutes les parties ?

Précisons que ce film n'est pas bassement manipulateur. Le réalisateur n'a pas jugé nécessaire d'inclure des scènes d'apocalypse. On remarque parfois que la musique souligne la gravité du sujet par des basses fréquences accentuées, mais rien de trop intense. La structure, classique, enchâsse plusieurs séquences d'archives : certaines sont plus comiques (comme cette scène des années 1980 où le couple Reagan danse dans un décor de parfait paradis fiscal de pacotille), alors que d'autres, plus scandaleuses, cherchent à provoquer notre réaction (pensons à cet homme qui nous confirme que ne payer aucun impôt est « *a wonderful way of life* »), mais nous n'avons jamais le sentiment d'être menés en bateau. Ce documentaire paraît bien plus sobre et transparent que ceux de Michael Moore, par exemple, ou que *An Inconvenient Truth* de Al Gore, et vraiment plus que toutes les publicités électorales actuelles qui diabolisent l'adversaire.

Cela dit, dans certaines séquences, le réalisateur semble s'être permis des gâteries en forme d'escamotages. Je pense surtout à toutes les fois où des porte-parole de Google, Amazon et Apple, ou de la banque Barclays, sont questionnés par des sénateurs américains et des députés britanniques. Ces scènes servent peut-être à nous amuser, à nous montrer que ces entreprises sont incapables de justifier l'injustifiable. Le problème est que nous avons l'impression que c'est en partie le montage du documentaire qui donne à ces scènes leur rythme et leur sens. En d'autres mots, tout se passe comme si Crooks n'avait pu résister à la tentation d'avoir « raison » contre ses adversaires de manière fictive, par un artifice de montage. Quand une séquence finit avec la sympathique députée travailliste qui assène à l'homme d'Amazon « On ne vous accuse pas d'agir d'une manière illégale, mais amorale », on se dit que c'est bien envoyé, mais on voudrait être certain que la discussion a bel et bien fini sur cette note, et que l'air piteux arboré à ce moment par le porte-parole est bien causé par cette remarque de la députée.

Ce montage est-il une concession du réalisateur au pouvoir de la fiction ? Un regret de n'avoir pu obtenir l'ensemble des séquences et discours nécessaires par le seul

moyen du documentaire ? Un aveu d'échec, conscient ou inconscient ? Manipuler ces séquences est peut-être plutôt une juste compensation pour l'absence à l'écran des vrais « coupables », c'est-à-dire des patrons de multinationales qui profitent vraiment du système. On sent que les représentants de compagnie qui apparaissent devant nous sont des pions ; même quand eux paraissent fragiles, ceux qu'ils représentent demeurent invisibles et forts – forts de leur invisibilité même.

De l'autre côté, bizarrement, certains intervenants « amis » ont l'air plus négligés. La manière dont ils sont parfois filmés en très gros plan ne les avantage pas, et va même jusqu'à faire paraître leur regard halluciné (témoin cette infirmière interviewée dans une manifestation à New York en faveur de la taxe Tobin sur les transactions financières). Difficile de voir ici comment le réalisateur peut croire que sa technique appuie son propos. À moins qu'il faille y lire une équivalence implicite entre défauts apparents et honnêteté intérieure ? Bien sûr, plusieurs intervenants sont à l'aise devant la caméra : l'indignation d'Alain Deneault, par exemple, est palpable. Communiquer une émotion par le visage : voilà au moins quelque chose que le livre ne peut pas faire.

En tout cas, on peut conclure que *Le prix à payer* n'a pas été conçu pour le grand écran des salles de cinéma. Ses gros plans seront plus efficaces à la télévision, sur un écran d'ordinateur, une tablette, ou même un téléphone.

UN FILM-CHOC ? DU DOCUMENTAIRE À L'ACTION RÉELLE

C'est rassurant qu'il existe des films comme celui-ci, qui portent sur des problèmes actuels et peuvent transformer les spectateurs en vrais acteurs du monde. Mais ce documentaire en laissera certains sur une impression de découragement. Les solutions préconisées semblent bien faibles devant la puissance des paradis fiscaux, incrustés dans le système financier mondial depuis des décennies. Et si la cupidité est à la base de l'existence des paradis fiscaux, elle constitue aussi le moteur du capitalisme lui-même. Le film se conclut en insistant sur la nécessité d'instaurer une taxe sur les transactions financières (laquelle toucherait surtout les transactions à haute fréquence) et de remplacer la concurrence fiscale entre pays par une solidarité fiscale, mais ces idées ne sont pas neuves, et rien jusqu'à maintenant n'a obligé les états à les adopter. Même si la lutte contre la « planification fiscale agressive » est quelque part dans l'horaire de nos politiciens, tout reste à faire.

Ainsi, à celui qui croit que les paradis fiscaux font presque l'unanimité contre eux, *Le prix à payer* fait deviner l'écrasant pouvoir du *statu quo*. On comprend que tout système en place a l'immense avantage… d'être en place. Quand l'écran s'éteint, le réel est là, autour de nous, avec toute sa force d'inertie. C'est un documentaire alarmant, certes, mais combien de temps peut-on demeurer alarmé ? On voulait « être dérangé » par un film ? Parfait, voilà qui est fait, et maintenant ?

Il manque au film ce je-ne-sais-quoi de magie qui donnerait aux spectateurs l'énergie et la confiance nécessaires pour penser que changer les choses est possible. Bon, d'accord, demander à un film d'être magique, c'est beaucoup… Ou encore, il manque quelque chose à propos de notre part de responsabilité à tous dans le problème. Par exemple, si le film avait parlé de nos caisses de retraite, REER et autres investissements qui par la bande font de nous des complices du système, il aurait pu atteindre une saveur plus complexe, douce-amère.

Il reste une chose que *Le prix à payer* mentionne et en laquelle on peut avoir davantage confiance, peut-être : la capacité des gens de ressentir l'injustice. Voilà un moteur possible d'action.

* Réviseur linguistique et cinéphile